AU LECTEUR

Dans son discours programme prononcé, le 6 septembre 1896 à Saint-Jean Port-Joli, l'hon. M. Flynn, premier ministre, disait :

L'éducation étant le plus grand bienfait dont un gouvernement puisse doter un peuple, je me propose d'aider dans une plus large mesure cette noble cause. Aussi, je reconnais qu'il faut accorder une plus large somme pour l'instruction primaire, dans les municipalités pauvres, et pour l'avantage des classes ouvrières de nos villes. Il faut aussi venir au secours des instituteurs et institutrices qui, pour la plupart, ne reçoivent pas une rémunération suffisante pour les services qu'ils rendent, et, enfin, il faut favoriser de toutes les manières possibles l'instruction publique dans notre province.

Ces paroles, aussitôt répétées dans toute la presse, firent le sujet de longues discussions sur notre système d'éducation, et l'esprit de parti s'en mêlant, ces discussions donnèrent lieu à beaucoup d'exagération sur les résultats de l'enseignement dans la province de Québec. Au milieu de ses occupations multiples, le premier ministre suivait attentivement cette controverse, cherchant à découvrir les lacunes véritables afin d'y remédier le mieux possible. Et le public attendait avec impatience l'action du gouvernement. A la séance de l'Assemblée Législative du 7 janvier 1897, le premier ministre énonça sa politique dans un discours que la chambre écouta attentivement et applaudit avec enthousiasme.

Cette politique consiste à encourager les instituteurs et institutrices au moyen d'un bonus, à aider aux muni-